

LA GGI HIVER 2019



OU COMMENT SURVIVRE
À LA GRÈVE DES STAGES

De quoi tu parles?

par Nicholas Bourdon, Éloi Halloran, Camille Marcoux et Amélie Poirier

Coalitions régionales pour la rémunération des stages

Composées d'individus et de groupes en faveur de la rémunération de l'ensemble des stages, les coalitions sont des instances de coordination et d'organisation présentes dans les régions de Montréal, de l'Outaouais, de Sherbrooke, des Laurentides et de Québec. Les instances sont publiques, aucun « membership » n'est requis afin d'y participer, de même qu'il n'est pas nécessaire de représenter qui que ce soit pour y prendre part. Les coalitions s'échangent de l'information et du matériel lors de rencontres interrégionales (l'Interrégionale), qui sont publiques et tenues par vidéo-conférence. Les procès-verbaux des rencontres de toutes les coalitions régionales et de l'Interrégionale sont disponibles sur le site grevedesstages.info.

Comité de liaison

Composé de délégué.es étudiant.es et stagiaires de chaque coalition régionale, le comité de liaison a pour rôle de rencontrer les représentant.es du gouvernement pour recevoir les offres de résolution du conflit. Le comité de liaison n'a pas de pouvoir décisionnel et doit rendre public le contenu des échanges avec le gouvernement afin que les offres de la partie gouvernementale soient discutées, acceptées ou refusées en assemblée générale par les étudiant.es en grève. Pour la plupart des coalitions, la délégation au comité comprend une diversité de points de vue (cégepien.ne, universitaire, stagiaire, étudiant.e) et favorise la participation des personnes non-binaires et des femmes. Les délégations sont généralement renouvelées au moment des rencontres afin d'éviter d'instituer des porte-paroles. Dès la première journée de grève au mois de novembre, le comité de liaison était sollicité pour rencontrer le Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Comités de stagiaires

Ces comités, par et pour les stagiaires de différents programmes, visent à organiser collectivement la résistance et la réponse aux mesures de répression et aux menaces provenant des administrations et des superviseur.es de stage avant, pendant et après la grève. De même, les comités de stagiaires sont des instances de partage, de réflexion et de travail sur les moyens de rendre effective la grève des stages.

Comités pour la rémunération des internats et des stages (CRIS)

Présents sur les campus universitaire et collégial de l'Outaouais, les CRIS sont des comités autonomes rassemblant des étudiant.es de différents programmes qui s'organisent pour la rémunération de tous les stages.

Comités unitaires sur le travail étudiant (CUTE)

Présents sur plusieurs campus, les CUTE rassemblent des individus, groupes et associations de différentes tendances politiques qui désirent s'organiser afin de faire reconnaître les études comme un travail qui mérite salaire. Ils sont autonomes vis-à-vis des associations étudiantes et les décisions qui y sont prises n'impliquent que les militant.es qui y prennent part. Leur travail se concentre actuellement sur la campagne pour la rémunération de tous les stages, dimension la plus manifeste du travail étudiant.

Jean-François Roberge

Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, qui a tout intérêt à se prétendre de bonne foi et à infantiliser les étudiant.es et stagiaires en grève.



Rapport de force

Dans le cadre de la lutte pour la rémunération de tous les stages, le concept de rapport de force se rapporte à la relation de pouvoir entre les parties qui s'oppo-

sent au sein du conflit, c'est-à-dire le mouvement étudiant et l'État. Alors que ce dernier représente initialement la partie dominante, l'organisation des étudiant.es et stagiaires et la concrétisation d'une escalade des moyens de pression participe à l'effritement du pouvoir étatique, en faveur du mouvement étudiant. Ce sont les moyens de pression politiques et économiques, notamment la redoutable grève des stages, qui forcent le gouvernement à entendre et répondre aux revendications. Cette inversion du rapport de force ne peut durer que le temps que nous continuons à faire pression sur l'État, ultimement par la grève générale illimitée des cours et des stages.

Escalade des moyens de pressions

Stratégie selon laquelle on augmente graduellement l'intensité des moyens employés pour défendre les revendications. Dans le cadre de la campagne actuelle, elle s'illustre notamment par l'augmentation du nombre de jours de grève à chaque session.

Fédération étudiante collégiale du Québec

La FECQ est une association étudiante nationale qui regroupe des associations étudiantes provenant de 26 cégeps dans le but d'unir le mouvement étudiant « par la force d'une voix ». Or, jusqu'à maintenant, aucune association étudiante ayant adopté un mandat de grève ou un plan d'action pour la rémunération des stages n'est membre de la FECQ. Cette dernière n'a toutefois pas hésité à parler au nom du mouvement, notamment par sa participation à une rencontre avec le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et par la publication d'une étude qui divise les stagiaires entre celles et ceux qui méritent une rémunération et les autres, dont le travail ne vaudrait qu'une compensation financière.

Union étudiante du Québec

L'UEQ est une association étudiante nationale qui regroupe 8 associations étudiantes de 7 universités différentes dans le but de « défendre les droits et intérêts de la communauté étudiante. » Cela dit, aucune

association étudiante ayant adopté un mandat de grève ou un plan d'action pour la rémunération de tous les stages ne fait partie de l'UEQ. Cette dernière n'a toutefois pas hésité à parler au nom du mouvement, notamment en participant à la même rencontre que la FECQ avec le ministre et en prenant position pour une compensation financière des stages.

Porte-paroles

Le mouvement étudiant de lutte pour la rémunération de tous les stages, qui s'organise depuis le début de manière décentralisée, n'est pas représenté par des porte-paroles officiels et encore moins par ceux des fédérations étudiantes nationales. Les offres d'entrevues avec les médias sont reçues par les différentes coalitions régionales et réparties parmi les militant.es de manière à représenter la pluralité des réalités et des perspectives qui existent au sein du mouvement.



Bilan de la semaine de grève

par Sandrine Boisjoli et Anne-Sophie Hamel

À l'automne dernier, plus de 58 000 étudiant.es de Saint-Jérôme, de Montréal, de Gatineau, de Québec, de Rimouski, de Sherbrooke et de Trois-Rivières étaient en grève durant la semaine du 19 novembre. Certaines associations étudiantes ont fait la grève pendant une journée, d'autres pendant toute la semaine et quelques associations se sont jointes à la lutte pour la rémunération de tous les stages au courant de celle-ci. Certaines associations étudiantes étaient seulement en grève de leurs cours, mais la plupart ont inclus les stages dans ce débrayage. La grève a été vécue de multiples façons par les personnes qui y ont participé, leur donnant ainsi un bagage d'expériences pour mieux être préparées à la grève générale illimitée qui aura lieu cet hiver.

Selon les bilans formulés à ce jour, la grève a souffert de lacunes auxquelles il importe de remédier. Pour ce faire, la première étape est de les reconnaître, voici donc **quelques-uns des problèmes soulevés**:

→ Alors que le nombre de grévistes était important durant la semaine, il faut souligner que la **participation aux activités** était généralement insuffisante.

→ À cela, on doit ajouter que la composition des conseils de grève et autres rassemblements présentait une faible diversité, surtout à l'université. Des efforts afin d'**inclure les groupes et individus marginalisés** doivent donc être entrepris.

→ Du côté de la grève des stages comme telle, à chaque nouvelle grève, le mandat est respecté par un nombre grandissant de stagiaires. Le mot d'ordre aurait toutefois pu être encore plus suivi si les stagiaires avaient été plus activement soutenu.es et s'étaient davantage rassuré.es entre eux.les, notamment en se préparant à **briser l'isolement** propre à une grève qui concerne des personnes dispersées dans des milieux éloignés les uns des autres. Pour ce faire, la préparation d'un avis de grève et la signature de ce texte par un maximum de stagiaires sont impératifs dans tous les campus où l'on prévoit adopter un mandat de débrayage. Ces signatures peuvent être obtenues en prenant contact avec les stagiaires lors de tournées de tous les séminaires de stages, par exemple. La mise sur pied de comités des stagiaires pour préparer et coordonner tous les aspects du débrayage est également à expérimenter.

→ Enfin, il est crucial de redoubler d'efforts pour faciliter la **participation de certains programmes** plus difficiles à rejoindre, afin d'inclure notamment les DEP dans la lutte et pour sensibiliser les étudiant.es des programmes techniques dans lesquels les stages sont déjà rémunérés par exemple.

Il y a bien sûr eu d'importantes réussites, à reproduire et à élargir cet hiver:

→ L'organisation des **tournées quotidiennes de milieux de stages**, lors desquelles des étudiant.es et stagiaires en grève se sont rassemblé.es devant divers organismes et institutions afin de rencontrer les travailleur.ses, d'augmenter les appuis à la grève et de collectiviser l'application du débrayage. La portée de cette action serait d'ailleurs encore plus grande si elle était coordonnée à l'échelle régionale plutôt que par campus.

→ Toujours du côté de la mobilisation, il s'avère que la **participation aux diverses manifestations organisées régionalement** était grande et a permis de rendre visible la grève là où elle a eu lieu.

→ **La réponse étudiante aux reprises des journées de grève** a également été rapide dans certains établissements : occupation, blocage, tracts, etc.

De plus, il semble que la semaine de grève de l'automne 2018 eut un effet retentissant dans l'espace public, ce qui a certainement participé à ses réussites et à son élargissement possible à l'hiver 2019:

→ D'une part, **la réponse du gouvernement ne s'est pas fait attendre**. Dès la première journée de grève, le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a fait une sortie pour souligner son ouverture, même si, bien sûr, sa rhétorique était trompeuse. Les comités de liaison formés des délégations des différentes coalitions régionales pour la rémunération des stages, mais aussi les associations étudiantes nationales qui n'étaient pas en grève, ont d'ailleurs été invitées à une rencontre avec le gouvernement moins de trois semaines plus tard pour discuter des revendications. Tout cela a également mis en lumière la confusion entourant l'organisation des stages, notamment l'impossibilité pour le gouvernement et les institutions d'enseignement de déterminer le nombre de stages et de stagiaires.

→ D'autre part, la **couverture médiatique** de la grève a été plus qu'impressionnante. La visibilité du mouvement s'est imposée dans l'ensemble des médias régionaux et nationaux. De nombreux articles, reportages et entrevues dans lesquels près d'une vingtaine de militantes ont pu défendre les moyens de pression choisis et sensibiliser la population aux conditions difficiles des stagiaires et au travail invisible qu'elles accomplissent. Cette visibilité médiatique a de toute évidence largement aidé à multiplier les appuis syndicaux et communautaires, qui sont essentiels à l'efficacité et au succès de la grève des stages.

En surmontant les difficultés rencontrées en novembre et en élargissant les expériences fructueuses, le mouvement s'approchera de gains certains. Il ne faut pas oublier que la grève générale illimitée (GGI) à venir se distingue des grèves étudiantes précédentes par son caractère offensif, c'est-à-dire que le mouvement ne fait pas que résister face à un recul imposé par le gouvernement, il revendique des conditions inexistantes. Pour obtenir gain de cause, l'offensive de grève devra donc investir l'essentiel des forces derrière la grève des stages, qui, en plus d'être l'aspect novateur de la GGI à venir, a des implications économiques et politiques importantes. Seul un débrayage massif des stagiaires peut permettre d'anticiper une grève courte et victorieuse.

Carte des mandats de grève et des plans d'action

par Bruno Le Héritte et Valérie Simard

Plan d'action

- Association des étudiantes et étudiants de la faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM (ADEESE-UQAM)
- Association étudiante du cégep de Sherbrooke (AECS)
- Association étudiante du cégep de Saint-Laurent (AECSL)
- Association étudiante aux cycles supérieurs en éducation de l'UQAM (AECSÉD-UQAM)
- Association des étudiant-e-s diplômé-e-s du département d'histoire de l'Université de Montréal (AÉDDHUM)
- Association étudiante du module d'éducation de l'UQO (AEME-UQO)
- Association des étudiantes sages-femmes du Québec (AESFQ-UQTR)
- Association étudiante de travail social de l'UQAM (AÉTS-UQAM)

- Association facultaire étudiante des arts de l'UQAM (AFÉA-UQAM)
- Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM (AFESH-UQAM)
- Association facultaire étudiante de science politique et droit de l'UQAM (AFESPED-UQAM)
- Association générale des étudiantes et étudiants du cégep de l'Outaouais (AGÉÉCO)
- Association générale étudiante du cégep du Vieux-Montréal (AGECVM)
- Association des étudiant(e)s prégradué(e)s en philosophie de l'Université Laval (AGEEPP-UL)
- Association modulaire étudiante du baccalauréat en enseignement secondaire de l'UQAM (AMEBES-UQAM)

Campus de Saint-Jérôme de l'Université du Québec en Outaouais (1723 membres en grève)

Université du Québec en Outaouais (1190 membres en grève)

Trois-rivières

Université du Québec (sages-femmes) (80 membres en grève)

Saint-Jérôme

Gatineau

Montréal

UQAM (22 620 membres en grève)

Université de Montréal (2572 membres en grève)

McGill (300 membres en grève)

Cégep Saint-Laurent (3700 membres en grève)

Cégep du Vieux Montréal (7000 membres en grève)

Cégep Marie-Victorin (4100 membres en grève)

Collège de Maisonneuve (6000 membres en grève)

- Regroupement des étudiantes et étudiants de travail social de l'UQO (REETS-UQO)
- Regroupement des étudiants et étudiantes en sociologie de l'Université Laval (RÉSUL)
- Syndicat étudiant du cégep Marie-Victorin (SECMV)
- McGill Social Work Student Association (SWSA-McGill)
- Vanier College Student's Association (VCSA)

Rimouski
 Université du Québec à Rimouski (3000 membres en grève)

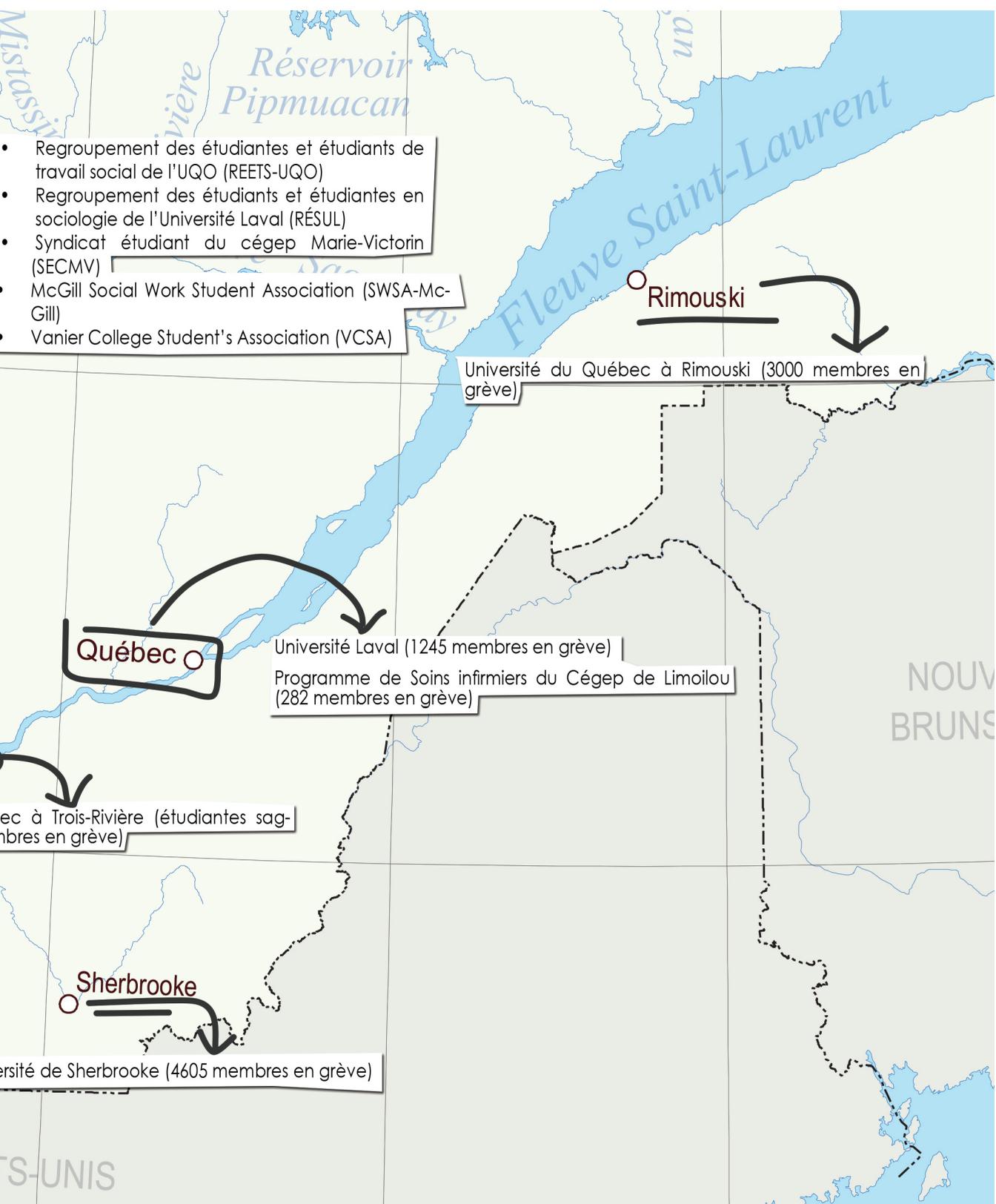
Québec

Université Laval (1245 membres en grève)
 Programme de Soins infirmiers du Cégep de Limoilou (282 membres en grève)

Université de Trois-Rivières (étudiantes sagesse) (membres en grève)

Sherbrooke

Université de Sherbrooke (4605 membres en grève)



La GGI en questions... et réponses!

par Éloi Halloran, Amélie Poirier et Valérie Simard

C'est quoi une grève générale illimitée ?

Une grève générale illimitée (GGI), c'est, comme toute grève, un arrêt volontaire et collectif des moyens de production ayant pour objectif la défense des intérêts et la réalisation des revendications d'un groupe — par exemple, le fait, pour les stagiaires, de décider de cesser les activités reliées à leurs stages afin de revendiquer la rémunération de ces derniers et la reconnaissance de leur statut de travailleur.se. Une telle grève devient générale et illimitée lorsque la plupart des étudiant.es d'un campus, d'un programme ou d'une institution scolaire y participent, et ce, pour une durée qui n'est pas fixée à l'avance.

En ce qui concerne la campagne pour la rémunération de tous les stages, la GGI représente le moyen le plus efficace de réaliser la revendication des étudiant.es en ce qu'elle leur permet de renverser le rapport de force qui les opposent à l'État, notamment par le blocage d'une partie significative du système d'éducation et, surtout, par les implications économiques majeures de la grève des stages. En effet, la grève des stages implique le débrayage de milliers de stagiaires, qui cesseront ainsi de soutenir gratuitement les services publics et communautaires pour une durée illimitée. Cet arrêt de travail dans des centaines de milieux aura des impacts importants et immédiats qui forceront l'État à reconnaître la valeur du travail des stagiaires.

Comment on décide d'entrer en grève générale illimitée ?

La décision d'entrer en GGI est prise lors d'une assemblée générale (AG) de grève, instance décisionnelle ouverte à tous.tes les étudiant.es membres d'une association étudiante. Cette décision n'est pas à prendre à la légère. Pour encourager la participation du plus grand nombre, un travail de mobilisation soutenu doit être effectué au préalable et la date de l'AG annoncée le plus tôt possible pour que les étudiant.es puissent faire les arrangements nécessaires afin de se libérer pour y participer. Une AG de grève est le lieu tout désigné pour partager les informations, poser des questions, aborder les inquiétudes, planifier des actions et discuter des stratégies et des revendications. Si une telle assemblée peut être longue, les échanges et les débats qui s'y tiennent sont nécessaires afin que tous.tes puissent prendre une décision éclairée.

La GGI n'est cependant pas effective dès qu'un mandat en ce sens est adopté. Pour coordonner l'entrée en GGI et s'assurer qu'aucune association ou région ne fait cavalière seule, un plancher de grève est fixé dans le mandat. Dans le cas qui nous concerne, le plancher discuté et adopté dans les plans d'action jusqu'à présent est de 20 000 étudiant.es en grève dans 3 régions administratives. Dans un court délai suite à l'atteinte du plancher, une assemblée générale de déclenchement de grève doit être tenue pour déterminer le moment exact d'entrée en GGI. Par ailleurs, si une GGI a une durée indéterminée, elle doit toutefois nécessairement être reconduite par les étudiant.es dans un intervalle donné, généralement une semaine. Cela implique la tenue régulière d'assemblées générales, afin de discuter du déroulement de la grève, coordonner les actions à venir et valider l'atteinte des objectifs déterminés par la grève.

Je suis d'accord pour le salaire aux stagiaires, mais pourquoi faire la grève ?

En effet, il existe une diversité de moyens pour faire connaître une revendication. On peut penser aux pétitions, aux actions d'éclat ou au lobbying. Depuis près de trois ans maintenant, des stagiaires s'organisent dans les campus afin d'imposer la rémunération des stages comme enjeu incontournable et central au mou-

vement étudiant. Des représentant.es du gouvernement et les administrations collégiale et universitaire ont été interpellé.es, des lettres publiques ont été diffusées, en plus des nombreuses actions, journées de grèves ponctuelles et rassemblements qui se sont déroulés dans plusieurs régions. Dans la perspective d'augmenter la pression sur le gouvernement, un plan d'action conduisant à une grève générale illimitée à l'hiver 2019 a été adopté par de nombreuses associations étudiantes l'automne dernier. La grève est-elle évitable? Par le passé, aucun gain n'a été fait dans le mouvement étudiant sans un mouvement de grève massif. Parmi les cas les plus récents et qui concernent directement la campagne en cours, on peut mentionner l'obtention d'une compensation pour l'internat en psychologie, obtenue à l'aboutissement de trois mois de grève des internes. La grève demeure le levier le plus efficace pour faire pression sur le gouvernement. Et si elle est bien orchestrée et respectée massivement par les stagiaires, on peut même espérer qu'elle sera courte.



J'ai entendu dire que les heures de stage débrayées devaient être reprises et que les stagiaires allaient échouer si elles refusaient de les reprendre...est-ce que c'est vrai?

Dans tous les programmes, les stagiaires qui ont fait la grève se sont fait servir le même avertissement par les directions: vous devrez reprendre les heures de stages manquées. Peu importe la formation, on indique que les normes fixées sont strictes et que la non atteinte d'un nombre d'heures précis compromettrait la diplomation. Pourtant, les normes diffèrent souvent d'une institution d'enseignement à l'autre. En enseignement, par exemple, le nombre d'heures de stage varie entre 700 et 1000 heures, selon les disciplines et les universités. Il n'est pas rare non plus que des journées de stage soient annulées à cause d'une tempête de neige ou d'une journée de maladie, sans qu'elles ne soient reprises.

Les administrations ont donc une certaine marge de manoeuvre en ce qui concerne le nombre d'heures de stage et ce sont elles qui sanctionnent les études. Les différents ordres professionnels ou le Ministère de l'Éducation vont ensuite octroyer les brevets et permis selon les recommandations des institutions scolaires. L'exemple le plus patent de cette marge de manoeuvre est sans contredit le lock-out imposé par l'administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) pendant le conflit qui l'opposait aux professeur.es à l'automne 2018. Pendant trois semaines, toutes les activités d'enseignement, stages inclus, ont été annulées par l'université. Pourtant, les stagiaires n'ont pas eu à reprendre les journées de stage manquées! Cela ne veut pas dire qu'il faut prendre pour acquise la non-reprise des heures de stage. En effet, les modalités de retour en classe et en stage feront partie des négociations de fin de grève. C'est sur le rapport de force, que nous allons établir par le mouvement de grève, que reposera les conséquences de la grève.

Est-ce que la grève peut me faire perdre la session ?

Encore une fois, l'issue d'une grève repose sur le rapport de force que les grévistes auront su établir face au gouvernement. D'où l'importance de s'y impliquer activement, notamment en participant aux piquets et conseils de grève. On peut toutefois s'appuyer sur les expériences passées pour affirmer qu'il est très peu probable qu'une session soit annulée à cause d'une grève. En 2012, le mouvement étudiant a connu la grève la plus longue et imposante de son histoire, s'échelonnant du 13 février au 7 septembre. Si des sessions ont été suspendues, aucune n'a à proprement dit été annulée. Dans le cas d'une grève des stages massivement respectée par les stagiaires, on peut imaginer qu'elle serait de courte durée étant donné son impact économique majeur. Pour les universités, les cégeps et le gouvernement, l'annulation d'une session n'est tout simplement pas envisageable: elle entraînerait des conséquences désastreuses, dont la gestion de doubles cohortes et l'impact économique du retard dans la diplomation des futur.es travailleur.ses. C'est sur cette impossibilité qu'il faut tabler pour établir le rapport de force face au gouvernement.

C'est quoi la différence entre la rémunération et la compensation financière pour les stages?

Une compensation financière est un montant d'argent fixe, sans égard au nombre d'heures de stage effectuées, qui vise à compenser la difficulté d'être privé.e d'une source de revenu d'un autre emploi pendant la période de stage. Une telle compensation a été accordée dans les deux dernières années aux internes en psychologie et aux stagiaires du stage final en enseignement selon des paramètres différents. Elles ont en commun de n'accorder aucune protection des conditions de travail en milieu de stage et nul accès aux recours légaux pour les stagiaires. De plus, ce montant d'argent n'est pas garanti dans le temps. La compensation offerte aux internes en psychologie doit par exemple être renégociée tous les 3 ans. À l'Université de Sherbrooke, les montants prévus se sont avérés insuffisants et les solutions proposées par l'administration sont outrageantes: diviser le montant parmi tous.les stagiaires ou tirer au sort pour déterminer qui y aurait accès. Il est également faux d'affirmer que le principal avantage d'une compensation est d'être un montant non imposable: celle accordée pour le stage final en éducation est imposable, en plus d'être considérée dans les seuils de l'aide financière aux études.

Une rémunération, c'est plutôt un salaire versé en reconnaissance du travail accompli au cours de chaque heure de stage. En plus de reconnaître les stagiaires comme des travailleur.ses effectuant un travail, la rémunération de tous les stages assurerait à tous.les stagiaires une protection minimale de leurs conditions de travail et l'accès à des recours légaux. Le statut de travailleur.se permettrait également aux stagiaires de s'organiser entre iels et la possibilité de se syndiquer afin d'établir un rapport de force vis-à-vis de leur employeur pour négocier leurs conditions de travail, notamment leur salaire.

Qui va payer pour le salaire des stagiaires ?

On le sait, plusieurs domaines qui emploient des stagiaires sont sous-financés. C'est le cas notamment des organismes communautaires et des organismes culturels. Pourtant, est-il juste de reléguer le fardeau du sous-financement aux stagiaires qui doivent combler les manques à gagner par leur travail gratuit? Il faut reconnaître que le travail des stagiaires a une valeur. Dans les organismes communautaires, les stages devraient être financés à 100% par le gouvernement. Et nous pensons qu'il en a les moyens! C'est un fait, l'économie va bien pour les entreprises et pour le gouvernement. Le taux de chômage est historiquement bas, et les Libéraux ont passé l'année à se vanter de la bonne santé financière de l'État. Au mois de juin, le gouvernement annonçait un surplus de 2,4 milliards de dollars pour l'année en cours. Deux-virgule-quatre-milliards! Y'a d'la marge pas juste un peu!

Cependant, la rémunération des stages n'est pas une question de moyens, c'est une question d'équité. À l'heure actuelle, l'État paie un plein salaire aux stagiaires de la fonction publique et des sociétés d'État, en plus de subventionner les stages du secteur privé. En effet, 50 M\$ ont été versés par l'État aux entreprises privées sous forme de crédits d'impôt pour soutenir la réalisation de stages rémunérés. À côté de ça, des milliers de stages dans les services publics ne sont pas rémunérés en psychoéducation, en enseignement, en soins infirmiers ou en travail social. En rétribuant les stages de ces secteurs, le gouvernement contribuerait efficacement à revaloriser les professions des réseaux de l'Éducation, de la Santé et des Services sociaux... et les femmes qui y travaillent !

Je comprends qu'on paie les stages de travail, mais pas les stages d'observation!

Une des choses que nous a apprises la semaine de grève de l'automne, c'est que la confusion règne dans le fonctionnement des stages et ni le gouvernement, ni les institutions scolaires ne peuvent prétendre exercer un contrôle précis sur leur teneur. Il n'existe donc pas de définition unique ni claire de ce qu'est un stage d'observation versus un stage de prise en charge, terminologie qui n'existe d'ailleurs pas dans tous les programmes. Finalement, la charge de travail exigée de la part des stagiaires repose bien plus sur le milieu qui emploie des stagiaires que sur la définition du stage.

Plus encore, s'il existe une distinction entre les différents moments de formation pratique, cette distinction est la même que celle qui existe dans la formation d'un.e nouvel.le employé.e. Lorsque l'on débute un emploi, il est attendu que la complexité et l'intensité du travail augmentera graduellement pendant les premières semaines, ce qui peut parfois impliquer d'observer un.e collègue plus expérimenté.e. Pourtant, chacun de ces moments de formation est payé par l'employeur! La multiplication des stages et l'augmentation de leur durée sont donc des façons de transférer le fardeau de la formation aux stagiaires qui doivent assumer l'ensemble des coûts qui y sont liés, en plus d'effectuer le travail gratuitement.

Mon milieu de stage est vraiment hostile à la grève, qu'est-ce que je peux faire ?

Un des défis de la grève des stages est de briser l'isolement des stagiaires. En effet, il peut être difficile d'affronter seul.e un milieu de stage hostile. Cette question illustre bien la situation de vulnérabilité dans laquelle se retrouvent les stagiaires. C'est pourquoi différentes initiatives ont été mises en place afin de collectiviser la grève des stages. Vous pouvez signer un avis de grève collectif qui sera ensuite envoyé aux administrations scolaires et aux différents milieux de stage afin d'expliquer les revendications et de visibiliser la participation massive à la grève. En faisant connaître votre milieu de stage, il sera aussi possible d'organiser des tournées et des piquets de grève symboliques avec d'autres stagiaires. Ces piquets sont l'occasion d'entrer en contact avec d'autres stagiaires et les travailleur.ses, afin de discuter de l'enjeu de la rémunération des stages et de justifier la pertinence de la grève. Finalement, il importe de parler avec vos collègues stagiaires, dans les séminaires, dans les cours, les comités de stagiaires et dans les rencontres des coalitions régionales ou des comités organisés sur les campus pour partager les difficultés rencontrées et adopter des stratégies pour y répondre collectivement.

Est-ce que le mouvement est en communication avec le gouvernement? Comment allons-nous répondre à ses offres?

Dès la première journée de grève de la semaine du 19 au 23 novembre dernier, le comité de liaison des coalitions régionales a été contacté par le cabinet du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et une première rencontre a eu lieu, le 13 décembre 2018, avec des représentant.es du Ministère. Les informations transmises lors de cette rencontre ne laissent aucun doute par rapport aux intentions du gouvernement. Alors que nous exigeons un salaire pour les stagiaires, ses représentant.es parlent plutôt d'une compensation, tout en prétendant que l'un et l'autre sont des synonymes. Lorsque nous insistons sur le fait que tous les stages doivent être rémunérés, on nous rétorque qu'il est nécessaire de catégoriser les stages, laissant ainsi présager une division non seulement entre les stages, mais aussi entre les domaines et les niveaux d'étude. Bien qu'aucune offre n'ait encore été proposée, il est important de spécifier que le rôle du comité de liaison n'est pas de répondre à de telles offres au nom du mouvement étudiant, mais bien de les recevoir et de les rendre publiques afin qu'elles soient discutées en assemblées générales et acceptées ou refusées par les étudiant.es en grève.



Le 13 janvier dernier, les étudiantes sage-femmes ont été les premières à adopter un mandat pour la GGI à venir.

Regroupements et Syndicats

Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec

Centre des luttes contre l'oppression des genres/
Centre for Gender Advocacy

Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM)

TCLCF-Table de concertation de Laval en condition féminine

Association des infirmières et infirmiers du Québec (AIQJ)

Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec

(SCCUQ)

Syndicat des chargés et chargées de cours de l'UQAM

Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel et la violence faite aux femmes (RQ-CALACS)

Centrale des syndicats du Québec (CSQJ)

Syndicat des Professeur·e·s du Cégep de Saint-Lauré (SPCSL)

L'Arc-en-Ciel des Seigneuries, groupe d'entraide en santé mentale

Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ)

Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

Syndicat de Champlain

Regroupement cégep de la Fédération des Enseignants et des Enseignant·e·s du Québec - CSN

Plusieurs milieux nous appuient!

par Valérie Simard

Dans la perspective de la grève générale illimitée des stages, les appuis aux stagiaires sont essentiels. Nombreux sont les organismes communautaires, syndicats et associations de travailleur·ses qui ont adopté des résolutions d'appui. Plusieurs travailleurs·ses et milieux se sont également engagé·es à respecter les mandats de grève en refusant le travail de stagiaires en grève à l'hiver 2019. Ils et elles participent ainsi à la reconnaissance du travail accompli par les stagiaires: une grève effective sera une grève efficace!

Les différentes coalitions régionales tentent d'obtenir de nouveaux appuis et d'informer le plus largement possible les milieux de stage de la campagne et de la grève à venir, mais la façon la plus efficace d'entrer en contact avec les milieux de stage et d'obtenir des appuis demeure par l'intermédiaire des stagiaires eux/elles-mêmes. Il existe beaucoup de matériel sur le site grevedesstages.info qui peut aider à rendre les principes de la campagne plus accessibles à de possibles allié·es. Si ton milieu de stage est réfractaire, n'hésite pas à contacter la coalition, un CUTE ou un CRIS dans ta région afin d'obtenir de l'aide!

Syndicat des professeur·es du Cégep du Vieux Montréal (SPCVM)

Syndicat des chargées et des chargés de cours de l'UQO (CSN)

TROVEPE - Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Estrie

Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais (TROVEPO)

Comité d'action de Parc-Extension (CAPE)

Réseaux québécois des groupes écologiste (RQGE)

Regroupement Naissance-Renaissance

P.O.P.I.R. Comité - logement

Le RÉCIFIS (regroupement de personnes qui exercent la profession d'intervenantes sociales au Québec)

Coalition pour la pratique sage-femme

ConcertAction femme Estrie

APTS (Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux)

SPECS-CSN (Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke)

Association canadienne des stagiaires - Canadian interns association (CIA)

Syndicat des étudiants et des étudiantes salariées de l'UQO (AFPC)

Fédération des femmes du Québec

Action Autonomie

Qu'est-ce qu'on fait en temps de grève?

par Éloi Halloran, Bruno Le Héritte et Camille Marcoux

La grève est certes un moyen d'action efficace, mais elle a également pour but de nous libérer du temps de travail. Les stagiaires cumulent souvent travail salarié, travaux d'école, travail affectif, travail ménager et parental, alors où trouver le temps de s'organiser?! La grève visibilise le travail accompli par les stagiaires tout en leur permettant d'accéder plus facilement aux espaces d'organisation. Ils et elles peuvent ainsi devenir, comme leur travail, plus visibles. Le travail de mobilisation, d'organisation et de réflexion doit donc se faire avant, pendant et suite à la grève.

Il faut d'abord que grève se fasse!

L'adoption d'un mandat de grève en assemblée générale est rarement suffisante pour entraîner un respect généralisé de la grève des stages et des cours. Le mandat de grève doit ensuite être connu par tous.tes, et la grève devenir possible. Dans le cas des stagiaires, la grève devient vraisemblable lorsqu'entre autres les menaces ne sont plus un fardeau individuel, les réponses sont collectives et que les possibles représailles sont connues et refusées par tous.tes. La **TOURNÉE DES MILIEUX DE STAGES** a été une des façons de concrétiser la collectivisation du débrayage et de rompre l'isolement souvent démobilisant des stagiaires. En effet, les stagiaires étant éparpillés dans des centaines de milieux différents, bien souvent à l'extérieur de leur lieu d'étude, les lignes de piquetage et les levées de cours traditionnelles s'avèrent insuffisantes pour faire respecter les mandats de grève pris en assemblée générale. La tournée s'est imposée comme un moyen d'allier l'école au travail, en s'y rendant à pied, en bus ou en métro. Elle s'est avérée être un moment privilégié de partage d'expériences de travail et de grève entre les stagiaires de différentes disciplines et milieux de stage. De plus, elle a permis de rencontrer les travailleurs sur les lieux, de discuter des revendications des stagiaires en grève et de créer des solidarités avec eux et elles. Cette visibilité hors des murs institutionnels a notamment abouti à des appuis officiels à la grève des stages de la part de différents milieux.



À l'université, les **LEVÉES DE COURS** sont le moyen traditionnel d'assurer le respect des mandats de grève pris en assemblée générale. Des équipes de grévistes parcourent les écoles et s'assurent qu'aucun cours des programmes en grève n'est donné et, dans le cas échéant, informent les étudiant.es et professeur.es ou chargé.es de cours de la levée du cours en vertu du mandat de grève. En tant que dernier recours pour assurer le respect des mandats de grève, les levées de cours doivent être précédées d'une mobilisation très importante et exigeante afin de limiter les confusions et les tensions lors de leur déroulement. Il est également important de former des équipes de levées de cours mixtes et de laisser la parole aux femmes et aux personnes non-binaires lors des levées de cours. Alors que la rémunération des stages est un enjeu qui concerne à forte majorité les femmes, et qu'elles portent jusqu'à ce jour les mandats de grève dans leur assemblée générale, il leur revient de pouvoir défendre ces mêmes mandats lors des levées.



Au cégep, la levée des cours se fait à l'aide d'une **LIGNE DE PIQUETAGE** devant les entrées, pour que les cours soient suspendus conformément au mandat de grève. Très tôt le matin - généralement autour de 6h30 ou 7h - les grévistes se réunissent donc devant les portes afin d'y bloquer l'accès. Il est toujours utile de se munir de bannières et autres pancartes afin de prendre le plus de place possible et d'être bien visibles. De façon générale, lorsque l'administration constate une ligne de piquetage ferme qui bloque l'accès au cégep, elle déclare la levée des cours et assure ainsi qu'aucune activité n'ait lieu sur le campus pour la journée. Bien évidemment, lors d'une grève de plus d'une journée, il faut recommencer ce piquetage à chaque matin. Il peut arriver que l'administration décide de mettre les étudiant.es en lockout - c'est-à-dire qu'iels se voient refuser l'accès au cégep. Cela dit, les modalités de la grève, dont l'accès aux locaux, sont souvent négociées avant la première journée de grève.



Réuni.e.s enfin! Astheure, on fait quoi?

Lorsque le travail est bel et bien interrompu, le temps retrouvé peut être occupé de différentes façons. Pour plusieurs, il est souhaité qu'il soit consacré à des fins autrement difficiles, par exemple à mieux s'organiser et en plus grand nombre. C'est un des objectifs des **CONSEILS DE GRÈVE**. Ils sont des assemblées réunissant les grévistes d'un même campus et peuvent se tenir à plusieurs reprises au cours d'une semaine, voire à chaque jour ou plusieurs fois par jour. Ils visent à ce que les grévistes échangent entre elles et eux sur une panoplie de sujets: les inquiétudes et les questionnements, le déroulement des actions passées et la préparation de celles à venir, les sorties médiatiques et les réactions politiques, etc. Alors qu'ils regroupent des étudiant.es et stagiaires de toutes disciplines, les conseils de grève permettent de dépasser la division corporatiste des associations étudiantes. Les programmes ne sont plus mis en opposition, et la spécificité souvent revendiquée pour mieux diviser n'a plus sa place. Les conseils de grève visent également à favoriser la participation et l'inclusion du plus grand nombre de personnes au sein du mouvement de débrayage.

Bien qu'on l'appelle grève générale illimitée, le caractère continu de la grève est constamment discuté. Après son déclenchement, la grève, pour être maintenue, devra être adoptée à chaque **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE RECONDUCTION**. Celles-ci servent à décider, dans un intervalle donné, généralement d'une semaine, si la grève devrait être reconduite ou non. Si toutes les formes d'assemblées, qu'elles soient publiques ou organisées par les associations étudiantes, sont à multiplier en temps de grève, il est particulièrement important que des assemblées générales de reconduction soient organisées sur une base hebdomadaire par les associations étudiantes en grève. Ce renouvellement fréquent assure le maintien d'un sentiment de légitimité, et conséquemment consolide l'effectivité de la grève votée.

De plus, en temps de grève, les différentes personnes et groupes en faveur de la rémunération de tous les stages d'une même région, qu'ils se coordonnent ou non au sein de coalitions régionales, peuvent se rencontrer sur une base régulière afin de s'informer réciproquement de l'état de la mobilisation et de la grève sur les différents campus et de se concerter pour organiser la poursuite de la grève (mobilisation, liaison avec le gouvernement, etc.). Toutes les rencontres des coalitions régionales sont annoncées sur le site **grevedesstages.info** avec un hyperlien vers l'événement facebook.

Au y'able l'école, laissez-moi penser!

Finalement, comme nous l'ont démontré les expériences de grève du mois de novembre, la grève est un bon moment pour tenir des ateliers, débats et échanges. Ces discussions peuvent être d'excellents moments pour aborder des questionnements et ouvrir le débat sur des enjeux en lien avec la rémunération des stages, mais aussi pour faire des liens entre les grévistes, avec leurs pairs provenant d'autres institutions scolaires ou encore avec des groupes et des individus extérieurs au mouvement étudiant. Pour plusieurs, il s'agira aussi d'un moment opportun pour se familiariser avec la principale revendication en cause, la rémunération de tous les stages. Les ateliers d'initiation à la campagne et de vulgarisation des enjeux ne seront jamais superflus. D'autres peuvent également être en lien avec des activités de mobilisation, notamment les ateliers de création de matériel et de slogans. Les initiatives peuvent être celles de groupes autonomes, c'est-à-dire organisée de manière indépendante aux associations étudiantes, celles d'associations, de groupes affinitaires ou simplement d'individus. L'espace à occuper est grand, les personnes intéressé.es sont nombreuses, une panoplie d'activités peuvent être organisées, le meilleur reste à inventer. Bonne grève à tout.es, on s'y voit?



Pistes de réflexion pour une lutte plus inclusive et accessible

par Mathilde Laforge, Sandrine Belley, Laurie Bissonnette en collaboration avec Jessica Lee et Geneviève Vaillancourt



Durant les journées de grève qui ont eu lieu entre le 19 et 23 novembre, plusieurs ateliers, conseils de grève et bilans de grève se sont tenus dans les différents campus qui ont adopté un plan d'action dans le cadre de la campagne pour la rémunération des stages. Ces moments de réflexion et de critique ont mis au centre des discussions les questions et les enjeux d'inclusivité et d'intersectionnalité. Nous souhaitons ramener dans ce guide de survie les pistes de réflexion qui ont été soulevées lors de trois événements auxquels les auteures de ce texte ont participé: l'atelier "6@care non-mixte¹" et les deux bilans de grève qui ont eu lieu à l'UQÀM, l'un en non-mixité et l'autre en mixité. Partant des expériences, des réflexions et des critiques partagées lors de ces moments, nous souhaitons exposer ces idées afin de poursuivre la réflexion en vue de rendre les espaces d'organisation ainsi que les processus liés au militantisme safer pour tous.tes. Il ne s'agit pas d'étapes à suivre ou de solutions miracles, mais plutôt de pistes de réflexion à poursuivre. Le compte-rendu que nous faisons dans ce texte reflète nos interprétations personnelles ainsi que le positionnement intersectionnel de privilège et d'oppression unique aux auteures et collaboratrices. Malgré le travail d'analyse et d'esprit critique appliqué, nous cautionnons que les étudiant.es et militant.es sont un groupe entièrement hétérogène, et ce document ne reflète que la partie visible et verbale des oppressions soulevées. Il se veut avant tout une invitation à la discussion.

Division genrée du travail

Même si la campagne actuelle se base sur une analyse féministe de la division genrée du travail, il faut reconnaître que cette division se perpétue aussi dans les milieux militants. Nous constatons que les femmes et les personnes non-binaires effectuent trop souvent les tâches dédaignées et non valorisées, alors que les

hommes cis sautent sur les tâches amusantes et celles qui leur permettent de récolter de la reconnaissance et visibilité.

Pistes de solutions/réflexion :

- Questionner les tâches que l'on prend. S'occuper de la nourriture ou faire un doodle est aussi important que d'écrire un texte ou d'accorder une entrevue aux médias.
- Reconnaissance du travail invisible dans le militantisme. Il est important de reconnaître le travail relié aux différentes formes d'implication. Par exemple, la charge mentale et les tâches invisibles peuvent être abordées, explicitées et partagées.
- La non-mixité peut être utile pour s'organiser et formuler des critiques qu'on ne serait pas à l'aise de faire en mixité. Toutefois, il ne faut pas que ces espaces contribuent à faire porter la charge de l'inclusivité seulement aux femmes, personnes trans et non-binaires.

Inclusion des personnes racisées

Durant la semaine de grève, une des critiques nommée est l'invisibilisation des personnes racisées dans la campagne. Nous souhaitons ici exposer les questionnements et pistes de réflexion qui ont été discutées quant à l'inclusivité des personnes racisées.

Pistes de solutions/réflexion :

- Organiser et faire le travail invisible nécessaire à un atelier à ce sujet.
- S'allier à des luttes antiracistes.
- Approcher davantage les milieux anglophones et les programmes techniques au cégep où se retrouve une plus forte proportion de personnes racisées. Toutefois, il ne faut pas excuser qu'il y ait peu de personnes racisées dans un espace sous-prétexte qu'un campus ait une faible proportion de personnes racisées.
- Attention au tokenisme, la pratique consistant à ne faire qu'un effort superficiel ou symbolique pour inclure les membres des groupes minoritaires.

¹ Cet atelier a été organisé par les comités féministes en travail social et en sexologie de l'UQÀM dans le but d'adresser les rapports de pouvoir qui ont cours dans les espaces d'organisation et de discuter de pistes de réflexion pour rendre ces espaces plus sécuritaires. La non mixité ici réfère à l'absence désirée d'hommes cis.

Sortir de la binarité

La campagne actuelle est basée sur une analyse de la division genrée du travail. Si cette analyse est fort pertinente pour comprendre la réalité de la grande proportion de femmes dans les stages non rémunérés, elle peut créer un sentiment d'exclusion chez les personnes trans/non-binaires.

Pistes de solutions/réflexion :

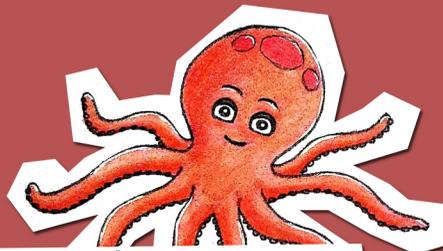
- Créer du discours: écrire des textes, créer des slogans, affiches, etc. qui visibilisent les personnes non-binaires et abordent leur réalité.
- Pour les personnes cis, nommer ses pronoms en début de rencontre permet de rendre les espaces plus safe pour les personnes trans/non-binaires.
- Ne pas forcer l'auto-identification, mais rendre les espaces déjà inclusifs.
- Avoir des mesures avant et pendant une activité permettant un senti.

Inclusion des parents étudiant.es

Une grève contre le travail gratuit doit reconnaître que les parents sont plus vulnérables considérant le travail gratuit genré de parentalité et que sans mesures concrètes prises par les militant.es qui ne sont pas parents, les militant.es étudiant.es seront exclu.es du mouvement et leur expérience sera manquante.

Pistes de solutions/réflexion :

- Être des allié.es actif.ves des parents, par exemple en aménageant les espaces d'organisation, les ateliers, les manifestations, etc. de façon à ce qu'ils soient parent-friendly. Voici quelques éléments auxquels on peut penser pour rendre nos espaces et événements plus inclusifs :
 - Y a-t-il du gardiennage et des collations disponibles sur le lieu de l'activité ?
 - A-t-on pensé au moment à privilégier pour tenir certaines rencontres?
 - Est-ce que les délais d'annonce d'événement laissent la chance aux parents d'organiser leur horaire ?
 - Peut-on organiser du covoiturage afin de décharger les parents de la charge mentale et du poids physique qu'implique le déplacement d'un enfant?
- Encourager les hommes cis non-parent à prendre en tâche des responsabilités reliées aux mesures d'inclusion pour les parents lors des événements.



Accessibilité de la campagne

Les milieux militants qui réfléchissent au capacitisme peuvent participer à l'exclusion de personnes en situation d'handicap et neurodivergentes.

Pistes de solutions/réflexion :

- Diversifier les communications. Certaines personnes aiment lire un article; d'autres préfèrent une vidéo ou un zine interactif.
- Éviter d'invisibiliser les personnes en situation de handicap invisible. Le handicap n'est pas toujours apparent. Quand il est présumé qu'il n'y a pas de personnes en situation de handicap dans un espace, les personnes qui s'y impliquent sans s'auto-identifier à tous.tes sont invisibilisées.
- Éviter de nourrir la culture du/de la super militant.e. Trop souvent la légitimité des personnes en tant que militant.es est mesurée en fonction des heures qu'iels consacrent au militantisme. On a toutefois tous.tes des capacités, obligations et responsabilités différentes.

Pour aller plus loin:

<https://dissident.es/15000-journaux-qui-se-distribuent/> (**Division genrée du travail/invisibilisation du travail des femmes**)

<https://dissident.es/en-stage-on-ma-retourne-dans-le-placard/> (**Perspectives LGBTQIA+ sur le travail gratuit**)

<https://dissident.es/la-creme-de-la-creme-a-tourne/> (**Le capacitisme en stage et à l'école**)

<https://dissident.es/stages-racisme-et-systeme-de-sante-soubresauts-historiques/> (**Le racisme en stage et à l'école**)

<https://dissident.es/la-lutte-pour-la-remuneration-des-stages-est-une-lutte-contre-le-racisme/> (**Liens entre la lutte pour la rémunération des stages et la lutte contre le racisme**)

<https://dissident.es/une-lutte-pour-toutes-les-moms-aux-etudes/> (**Parents étudiant.es**)

<https://dissident.es/lecole-qui-te-remet-a-ta-place/> (**Racisme dans les stages**)

<https://dissident.es/exploitation-des-femmes-et-racisme-dans-la-sante-une-pilule-difficile-a-avalier-pour-les-stagiaires/> (**Racisme dans les stages et dans le milieu de la santé**)

ONT CONTRIBUÉ À CE PAMPHLET

RÉDACTION ET RÉVISION Sandrine Belley, Laurie Bissonette, Sandrine Boisjoli, Nicholas Bourdon, Isabelle Cheng, Éloi Halloran, Anne-Sophie Hamel, Mathilde Laforge, Jessica Lee, Bruno Le Héritte, Camille Marcoux, Amélie Poirier, Étienne Simard, Valérie Simard, Geneviève Vaillancourt

ILLUSTRATIONS Anne-Sophie Hamel

MISE EN PAGE Bruno Le Héritte avec l'aide d'Amélie Poirier et Alexandra Vaillant

TU VEUX SAVOIR COMMENT PARTICIPER OU AVOIR PLUS D'INFORMATION?

Pour contacter les coalitions régionales:

Montréal: montreal@grevedesstages.info

Sherbrooke: sherbrooke@grevedesstages.info

Outaouais: outaouais@grevedesstages.info

Laurentides: laurentides@grevedesstages.info

Québec: quebec@grevedesstages.info

Sinon, contacte

cute.travail@gmail.com

Ou rends-toi sur le site web de la campagne
grevedesstages.info

De quoi tu parles? Un glossaire de la campagne.....1

Bilan de la semaine de grève.....3

Carte des mandats de grève et des plans d'action.....5

La GGI en questions... et réponses!.....7

Plusieurs milieux nous appuient! Quels syndicats, associations et organismes sont avec nous?.....12

Qu'est-ce qu'on fait en temps de grève?.....13

Pistes de réflexion pour une grève plus inclusive et accessible.....16